

LES JEUNES GHANEENS FACE A L'AJUSTEMENT **Jeunesses sous influences : le Ghana ajusté.**

Martin VERLET
Sociologue
ORSTOM

Les jeunes sous ajustement, sous influences extérieures : tel est l'objet premier de notre analyse. Plus précisément, il s'agira de réfléchir à l'impact sur la jeunesse des politiques d'ajustement structurel poursuivies au Ghana depuis une décennie, c'est-à-dire des stratégies de relance de l'économie par l'ouverture sur l'extérieur et la libéralisation⁽¹⁾.

Pourquoi le Ghana ? Parce que depuis avril 1983 le pays est le champ d'une mise en oeuvre particulièrement drastique de programmes d'assainissement et de restructuration économiques inspirés et encadrés par les institutions financières internationales, FMI et Banque mondiale principalement⁽²⁾. Parce qu'il est considéré par ces institutions comme l'exemple à reproduire plus largement d'un Etat et d'une société miraculées par l'ajustement⁽³⁾.

Pourquoi la jeunesse des villes ? Parce que celle-ci fut affectée très directement par l'impact des plans d'ajustement, et ceci de façon contradictoire et contrastée. Parce que la génération des 15-25 ans eut à chercher son autonomie sociale, économique et personnelle tout en faisant l'expérience directe des modifications, à effets positifs ou négatifs, des programmes de redressement économique. Elle a mûri alors que son environnement subissait de profonds bouleversements. Il lui a fallu affronter une série de ruptures, en même temps que se brouillaient ses repères antérieurs.

La catégorie de "jeunesse" est pour le sociologue une enveloppe particulièrement lâche. Nous la définirons ici comme la génération qui a vécu ou subi, dans son moment de quête d'autonomie sociale et d'identification individuelle ou domestique, une expérience heurtée, inachevée, de sortie de crise par recours au financement et à la contrainte externes. Il s'agit donc d'un ensemble fortement différencié dans ses situations, ses réponses, ses perspectives. La diversité est manifeste dans les conditions et les trajectoires entre notamment : filles et garçons; étudiants et chômeurs; jeunes issus des couches les plus aisées et ceux appartenant aux unités domestiques les plus défavorisées; jeunes inscrits dans le milieu rural ou incorporés inégalement au tissu urbain; jeunes des petites villes où l'exode rural continue de représenter un élément constitutif, où les liens avec la ruralité restent vivaces, où se dessinent les effets des politiques de décentralisation, et ceux des grandes agglomérations, comme Accra ou Sekondi Takoradi, où les phénomènes de désintégration du cadre urbain et de dissociation sont plus marqués.

DESINTEGRATION ET DEBACLE DE LA CONSTRUCTION POSTCOLONIALE.

Il est important de ne pas perdre de vue le point de départ des politiques d'ajustement, c'est-à-dire la situation de crise abyssale du début des années quatre-vingt qui fit du Ghana une sorte de paradigme de la désintégration de la construction postcoloniale. Multidimensionnelle, structurelle, cette crise se traduit par la dissolution des circuits de la production et de l'échange. Avec Nkrumah, le pays s'était engagé dans une expérience ambitieuse de nationalisme économique et de socialisme panafricain⁽⁴⁾. Un coup d'Etat, en février 1966, l'interrompit brutalement. L'instabilité politique s'installa⁽⁵⁾. Les régimes successifs combinèrent le dirigisme étatique et le laisser-faire néolibéral. L'économie déclina rapidement à partir du début des années 70. Le malaise social se généralisa⁽⁶⁾. Le tableau dressé en 1984 par la Banque Mondiale laisse apparaître le caractère exceptionnel du marasme⁽⁷⁾. Les observations de la Banque portent sur la période 1971-1982. Durant la séquence de référence, le produit intérieur brut a chuté de plus de 15%. Le revenu par habitant a diminué de 30%. La production agricole a baissé de 30%, les importations alimentaires représentant en 1982 le triple de ce qu'elles étaient en 1971. Les revenus d'exportation ont décliné de 52% (ils ne représentent plus que 4% du PNB contre 21% auparavant). Les salaires réels ont accusé une réduction de 80%. La production de cacao est passée de 560.000 tonnes en 1965 à 185.000 en 1981. La production minérale a été divisée

par deux. 15% à 20% de la capacité industrielle est utilisée. Les exportations ont reculé de 52%. Elles correspondaient à 21% du PNB pour ne plus en représenter que 4%.

La jeunesse urbaine fut la première à s'insurger contre un système politique qui se bornait à encadrer et à diriger la spéculation et la corruption, à se faire le premier protagoniste et bénéficiaire d'une culture économique liant étroitement affairisme et pouvoir : le "kalabule". Les étudiants multiplièrent durant les années soixante-dix les confrontations directes avec l'appareil coercitif de l'Etat⁽⁸⁾. Celui-ci se mina de l'intérieur, la révolte des cadets contre les aînés gagnant les rangs de l'armée. Durant l'été 1979, l'épisode de la première venue au pouvoir de Jerry Rawlings et de l'AFRC (Conseil Révolutionnaire des Forces Armées) n'était pas seulement une réaction de professionnels pris dans le corps d'une institution, l'armée, mais le reflet d'un mode de domination et d'exploitation plus général où subalternes et jeunes se retrouvaient confondus dans la même condition de spoliation et de marginalisation. Le retour de Jerry Rawlings, le 31 décembre 1981, fut l'expression, au-delà des rangs subalternes des forces armées, d'une constellation de refus, de révoltes, d'aspirations portées par des segments importants de la jeunesse, en particulier urbaine.

L'AJUSTEMENT, L'ECONOMIE, LA SOCIETE.

Le PNDC (Conseil provisoire national de défense) qui ramena Jerry Rawlings au pouvoir dans la nuit de la nouvelle année 1982 avait deux ambitions de départ : opérer une transformation révolutionnaire pour sortir le pays et la société du marasme; être l'expression, non des seuls militaires en révolte, mais de l'ensemble de la société en crise, et plus précisément de ses couches les plus marginalisées et les plus démunies. A partir du printemps 1983, le PNDC s'identifia aux programmes d'ajustement structurel inspirés et encadrés par les institutions financières internationales, FMI, Banque Mondiale, Club de Paris, Club de Londres. Le régime traversa ainsi deux séquences contrastées, discordantes.

- La première séquence (fin 1981-1983) coïncida avec une crise de mobilisation politique, c'est-à-dire l'un de ces moments de forte tension sociale où les ordres établis, les hiérarchies admises, les formes variées de subordination et d'exploitation se voient contestées en bloc⁽⁹⁾. Dans cette phase d'agitation, de désordre, d'expression populaire, la jeunesse urbaine joua un rôle moteur : étudiants, jeunes chômeurs, fonctionnaires, syndicalistes. Au sein même des forces armées, les rapports de soumission à la hiérarchie supérieure s'en trouvèrent ébranlés. La mise en cause de l'autorité locale des aînés sur les cadets gagna certaines zones rurales. Les cibles principales du mouvement protestataire furent le capital étranger; les institutions établies, y compris le syndicalisme institutionnalisé; l'appareil étatique; ceux qui contrôlaient les circuits des affaires et de la spéculation; et au-delà, l'ensemble des rapports d'autorité et de subordination.

- La seconde séquence fut celle de la remise en ordre, de la réimposition de règles et de hiérarchies. Aux programmes d'ajustement structurel mis en oeuvre à partir du mois d'avril 1983, correspondit un réajustement politique et social, un réordonnement des structures de la société⁽¹⁰⁾. S'ensuivit un rétablissement de l'autorité de l'Etat, des dispositifs d'encadrement et de contrôle social. Les hiérarchies politiques, sociales furent remaniées et restaurées⁽¹¹⁾. L'infrastructure, le système de transports furent l'un des champs prioritaires des programmes de financement international. La stratégie visait clairement à une respecialisation du Ghana dans la production de matières premières pour l'exportation et, au nom d'une vision statique de l'avantage comparé, à réinsérer le pays dans une position au sein de la division internationale du travail qui ressuscite l'ancienne économie de traite. Le secteur des importations traditionnelles (cacao, produits forestiers, or, diamants, manganèse) fut relancé. Le rehaussement des prix consentis au producteur eut surtout des effets sur la production agricole à l'exportation⁽¹²⁾. Les incidences des hausses furent cependant compensées par la chute des cours mondiaux, en particulier du cacao et de l'or. La suppression des subventions pour l'achat d'intrants, la libéralisation de leur prix, frappèrent directement les petits producteurs. Depuis 1987, le revenu réel des producteurs de cacao a décliné de 35%.

Dans les villes, les effets des politiques d'ajustement furent contradictoires, mitigés. L'approvisionnement en marchandises fut à nouveau assuré, mais souvent à des prix inaccessibles pour la majorité des ménages. La libéralisation des importations profita surtout aux couches les plus aisées. L'ampleur des

dévaluations successives (au total le cedi fut dévalué de 16000 %) frappa l'ensemble des entreprises ghanéennes. L'absence de liquidités obéra les possibilités de relance de la production industrielle.

Tout en favorisant une réhabilitation de l'autorité de l'Etat, les politiques d'ajustement entraînèrent son déguerpissement de sphères où il était jusqu'alors fortement engagé. Ses fonctions de reproduction et de protection sociales furent largement entamées : systèmes publics d'éducation, de santé, équipement et aménagement urbain⁽¹³⁾. L'emploi salarié subit très directement l'impact des mesures d'ajustement : baisse des revenus salariaux en termes réels, blocage des embauches, licenciements. En 1989, 14.000 employés du secteur public furent licenciés ; en 1990, 12.000. Le secteur informel, qui fonctionne à l'écart des normes institutionnelles et s'inscrit dans une autre logique marchande que celle imprimée par le FMI et la Banque Mondiale, devint pour beaucoup le seul recours⁽¹⁴⁾. Les stratégies de survie en milieu urbain favorisèrent la pluriactivité. La précarité des conditions de vie eut pour effet de désagréger les unités domestiques.

Le vécu au quotidien des politiques d'ajustement structurel au Ghana est donc fort éloigné de l'image donnée internationalement d'un ajustement exemplaire, réussi. Il est vrai qu'un certain nombre d'équilibres globaux, macro-économiques ont été restaurés. La gestion étatique a gagné en efficacité. Des flux extérieurs de financement ont contribué à permettre un ajustement "par le haut", "dans la douceur, la négociation et la durée", n'excluant pas certaines mesures de "relance keynésienne", pour emprunter à un rapport de la Caisse Française de Développement certaines de ses expressions⁽¹⁵⁾. Cependant, pour longtemps, en dépit du réajustement des taux de change, de la maîtrise des équilibres budgétaires, de la relance des exportations traditionnelles, des actions locales de développement en milieu rural, de la reprise de la croissance globale (de l'ordre de 5% par an de 1987 à 1990), de la réduction de l'inflation (autour des 10% en 1991), le pays restera "sous perfusion". Le paiement d'une dette extérieure sans cesse renouvelée entrave toute initiative à long terme. Le financement privé extérieur se concentre sur le secteur minier et l'industrie forestière. La loi du marché international se traduit surtout par la chute des cours des matières premières produites en plus large abondance et par la dévalorisation de la production industrielle locale. Le mirage projeté par les experts de la Banque mondiale de transformer le Ghana d'ici l'an 2.000 en "nouveau pays industriel", sur les pas des "dragons asiatiques" comme la Corée de Sud, Singapour ou la Thaïlande apparaît, au regard même des recettes proposées par les institutions financières internationales comme un faux semblant idéologique⁽¹⁶⁾.

A partir de 1986, la Banque mondiale s'est appliquée à prendre en compte certains effets de l'ajustement structurel sur les groupes sociaux les plus défavorisés, en particulier en milieu urbain⁽¹⁷⁾. En effet, la pauvreté la plus extrême, sauf conjoncture rurale de pénurie alimentaire, voire de famine, est largement devenue un phénomène urbain⁽¹⁸⁾. Le PAMSCAD (programme visant à l'atténuation des coûts sociaux de l'ajustement) se traduisit au Ghana, à partir de 1988, par une dizaine d'opérations visant des "groupes cibles". La dimension politique et idéologique se traduisait par l'impératif de "visibilité" d'actions au demeurant limitées et ponctuelles. Les résultats furent décevants, conduisant à un réexamen de la pertinence de ce type d'approche.

Devenus un mode d'existence de l'économie et de la société ghanéennes, les programmes d'ajustement structurel constituent l'environnement dans lequel a mûri, a tenté de s'autonomiser toute une génération de jeunes citadins. Survivre, saisir sa chance, refuser ou subir exclusions et marginalisations, telle est leur vie au quotidien à l'ombre du "miracle". La génération suivante risque de grandir et de mûrir dans un paysage économique et social aux inégalités et déséquilibres internes encore accusés. Pour les plus vulnérables et les plus défavorisés, l'ajustement, devenu un état chronique, est loin de représenter une sortie de crise. Ce que d'ailleurs la Banque mondiale, dont l'une des missions est de veiller à gérer les risques sociaux et politiques des stratégies de libéralisation et d'ouverture sur l'extérieur des pays du Tiers-monde tout en les accompagnant dans la durée, est désormais amenée à admettre⁽¹⁹⁾.

HORIZONS ET PARCOURS DES JEUNES CITADINS.

La jeunesse sous ajustement ne représente nullement une nouvelle "classe d'âge". Les différenciations sociales qui s'impriment plus fortement au sein de l'ensemble de la société la traversent et la divisent.

Certes, se tissent certaines solidarités résultant d'une sensibilité plus vive à des modèles ou référents culturels extérieurs. Mais, pour l'essentiel, les clivages tendent à s'aiguiser entre filles et garçons, entre jeunes de milieux ou d'appartenance différents. Au-delà de ces différences, il est cependant possible de repérer quelques tendances plus générales. Cette génération montante fut celle d'un moment de brouillage des références antérieures, de rupture, de perte d'identité. Ce sont à ces lignes de fractures qui se sont imprimées sur les représentations, aux modifications de comportement, d'attitude, comme si l'ethos et l'habitus cristallisés dans la vie sociale et les mentalités étaient soudainement frappés d'obsolescence, à la reformulation des attentes par les jeunes citoyens que nous nous intéresserons ici.

- L'emploi est aujourd'hui le problème majeur des jeunes citoyens. Pour la plupart, les perspectives sont bouchées. L'Etat qui, au lendemain de l'indépendance, était devenu le principal opérateur et employeur dans les villes, a cessé de jouer ce rôle. Dans la fonction publique et dans le secteur parapublic, les embauches se raréfient, les licenciements se multiplient. Dans l'esprit de nombre de jeunes, l'emploi public ne représente d'ailleurs plus l'opportunité rêvée. En effet, les contraintes financières et fiscales pèsent très directement sur les fonctionnaires qui, lorsque jeunes et en position subordonnée, n'ont guère de chance de transformer leur poste en situation de rente. Ce relatif discrédit de l'emploi public touche plus largement le travail salarié, à l'exception de celui exercé au service d'une compagnie étrangère. Localement, la pénurie de liquidités, présentée par les bailleurs de fonds étrangers comme le résultat le plus positif des mesures d'assainissement économique et financier, les difficultés d'accès au crédit restreignent les opportunités d'entreprendre. Le secteur informel est un palliatif précaire, instable. La plupart des jeunes sont entraînés dans une multitude d'activités au jour le jour : revente au détail, travail à la tâche, rôle auxiliaire d'intermédiaire, d'entremetteur ou d'aide. Le "petit métier" se traduit au quotidien, dans la plupart des cas, par la précarité et l'instabilité professionnelle. Pour les jeunes diplômés les plus favorisés, les professions libérales exercent un attrait qu'a cessé d'avoir le statut de fonctionnaire ou d'homme politique.

- Les jeunes se trouvent directement confrontés au désengagement de l'Etat des domaines de la reproduction sociale. Ils vivent au premier degré la crise du système d'éducation. La baisse de la qualité de l'enseignement, son décalage par rapport au marché de l'emploi, le rationnement des financements publics dans ce secteur sont autant de points de friction avec les autorités étatiques. Lycéens, étudiants, à partir de leurs revendications catégorielles, sont l'élément principal des mobilisations contre le pouvoir politique, même si le radicalisme de gauche a cédé le pas à des visions plus conservatrices, plus fortement empreintes de néolibéralisme, d'utilitarisme et d'individualisme.

- Leur mouvement d'autonomisation économique, sociale, professionnelle, individuelle étant le plus souvent entravé ou retardé, les jeunes, sauf ceux appartenant aux milieux sociaux les plus aisés, ne peuvent guère attendre protection et assistance auprès de leur unité domestique. On observe au sein de la famille, de façon plus ou moins marquée, une perte de repères en même temps qu'une redistribution des rôles entre aînés et cadets d'une part, entre garçons et filles d'autre part. Les jeunes sont ainsi tentés de se raccorder, au-delà de l'horizon des parents et des aînés, à d'autres réseaux sociaux et de reconstruire leurs propres référents éthiques et culturels. De nouvelles logiques socio-communautaires s'ébauchent à partir de la "bande", du quartier, de la conversion religieuse, de l'identification culturelle, ethnique ou régionale.

- La fin des "grands récits" d'émancipation collective et la sacralisation de la loi capitaliste, néolibérale d'un marché détaché de la société ont eu pour effet de stimuler l'individualisme, la compétition. L'idéologie du profit à court terme, de la réussite, de l'esprit d'entreprise, de l'initiative privée, de la magie de l'argent a gagné du terrain. La croissance des "nouveaux pays industriels" d'Asie du Sud-est, l'image de la société de consommation américaine exercent une intense fascination. L'appétit de consommation réduit cependant la propension à entreprendre. Avec la libéralisation des échanges, l'offre des biens de consommation s'est élargie. La consommation de produits de luxe signale l'émergence d'une bourgeoisie opulente, peu portée aux comportements de redistribution ou de partage. L'angle des différences sociales s'en trouve accusé cependant que s'avivent les frustrations des couches les plus démunies. L'étalage de la richesse (voitures, maisons, vêtements, bijoux) n'est plus seulement perçu comme un phénomène normal d'ostentation, c'est-à-dire comme la manifestation admise socialement de la puissance et de la richesse, mais comme un excès ressortissant au faste, donc assimilé à un abus de pouvoir et à un comportement illicite⁽²⁰⁾. A la perception visible des

inégalités et disparités s'ajoutent les mirages d'une consommation rêvée, celle de l'Occident comme lieu de l'abondance généralisée telle que le projettent les médias.

- Sporadiquement mobilisés dans des mouvements de protestation, les jeunes manifestent le plus couramment un rejet du politique et de ses acteurs⁽²¹⁾. L'attitude vis-à-vis de l'Etat, du discours politique, des dirigeants, des partis, du passé et de la réalité nationale est empreinte de désillusion, de cynisme. Survit à cette débâcle des idéaux un attachement aux solidarités panafricaines. S'exprime aussi un impératif de changement et de renouveau démocratique, sans que celui-ci se traduise sous la forme d'un projet collectif clairement formulé.

- Dans un environnement ne laissant guère d'interstices où puissent se loger durablement des initiatives économiques locales, du fait du manque de liquidités et des difficultés d'accès au crédit qui pénalisent le plus grand nombre, le sentiment prévaut que les issues sont bloquées, qu'il n'existe guère de sorties de crise dans les conditions ambiantes. En imagination ou en actes, se construit un ailleurs où pouvoir vivre, exister. Le désir d'émigration est fort chez toutes les catégories de jeunes urbains, qu'ils soient diplômés, qualifiés, ou non. Les filles sont largement touchées par ce rêve d'exil comme seule possibilité de s'extraire du marasme ambiant. Les restrictions de séjour fixées par les pays du Nord, l'amélioration sensible de certains aspects de la vie quotidienne au Ghana (marchés approvisionnés, infrastructure restaurée, transports, services) ont tassé les flux, sans les résorber. Les Etats-Unis, l'Europe occidentale continuent d'exercer la plus forte attraction. Pour ceux qui disposent d'une qualification professionnelle, l'Afrique australe est devenue, au cours des deux dernières années, une opportunité.

Le recours au religieux est une autre forme d'évasion⁽²²⁾. Le fondamentalisme islamiste reste marginal. En revanche, on assiste à une poussée des églises évangélistes et des sectes. Les phénomènes de conversion et d'adhésion répondent chez les jeunes à deux besoins contrastés. Il s'agit tout d'abord de trouver, dans la croyance ravivée, une réponse à la détresse sociale : réponse messianique dans l'au-delà, réponse immédiate par l'appartenance à une communauté partielle, mais solidaire. La visée a aussi parfois, chez les jeunes notamment, un caractère plus utilitariste : l'affiliation religieuse peut être une source d'opportunités, donnant accès à une protection sociale, à des services, à une ouverture sur l'extérieur, à des circuits financiers, à des réseaux de relations. Le ressourcement religieux participe de ces nouvelles logiques socio-communautaires que nous évoquions plus haut.

Autre forme de transgression d'une exclusion sociale programmée : la délinquance, la marginalité, la violence, la drogue. La société ghanéenne, qui affiche pour norme sociale l'apaisement des différends et le compromis, n'est pas exempte de ce type de dérive, même si son ampleur n'est pas comparable à celle qui marque d'autres sociétés de la région, en Côte d'Ivoire ou au Nigéria notamment. La diffusion de la violence dans le champ politique, et plus largement dans l'espace social, est désormais un objet de préoccupation pour de nombreux ghanéens.

DE LA RUE A L'IMPASSE.

Des expériences ponctuelles, limitées peuvent éventuellement atténuer le tranchant de notre diagnostic et témoigner d'initiatives parvenant à sortir des jeunes de la galère des quartiers les plus déshérités d'Accra ou d'ailleurs. Mais peut-être convient-il de resituer ce diagnostic de même que l'image des expériences réussies dans un contexte plus global.

- Il ne faut pas perdre de vue le point de départ : la situation de délabrement économique et de désagrégation sociale des années soixante-dix, l'état de faillite et de marasme du début des années quatre-vingt⁽²³⁾. Un début de stabilisation s'est opéré. Des rééquilibrages globaux ont été opérés. Des relances sectorielles se sont amorcées. L'environnement économique donne certains signes d'assainissement.

- Lorsque les institutions financières internationales parlent de réussite, elles le font au regard de leur logique, qui n'est pas une logique de développement, mais de libéralisation et d'ouverture des espaces économiques. De ce point de vue, les équilibres macro-économiques sont privilégiés, car ils sont une condition indispensable à l'insertion dans le marché mondial. Priorité est d'autre part don-

née à la production de matières premières pour l'exportation et à une respcialisation en position subordonnée au sein de la division internationale du travail telle qu'elle s'impose.

• L'Etat n'est plus, en matière d'emploi, de protection sociale, de perspective d'avenir, l'avenue rêvée pour les jeunes citoyens. Des reprises d'initiatives se multiplient. Elles butent sur des goulôts d'étranglement en matière de financement et de crédit. Pour la plupart, la rue n'est rien d'autre qu'une impasse débouchant sur la précarité et la marginalisation. Les voies de l'autonomisation sont rêvées ou recherchées dans l'ailleurs et l'au-delà.

L'ajustement structurel fonctionnant comme une vis sans fin, il est bien difficile de conclure sur un épisode des trajectoires de la société ghanéenne qui n'est nullement achevé. Une manière de dire que le modèle ghanéen, pour les jeunes des villes, est loin d'être concluant.

Notes :

- (1). CAMPBELL B.K., LOXLEY J.(ed.), 1989 : Structural Adjustment in Africa. Londres : Macmillan.
- (2). World Bank, 1991 : Ghana. Progress Report on Adjustment. Washington, D.C..
- (3). ROTHCHILD D.(ed.), 1991 : Ghana. The Political Economy of Recovery. Londres : Lynne Rienner.
- (4). GENOUD R., 1969 : Nationalism and Economic Development in Ghana. New York : Praeger.
- (5). AGYEMAN-BADU Y., OSEI-HWEDIE K., 1982 : The Political Economy of Instability. Lawrenceville, Virg. : Brunswick.
- (6). CHAZAN N., 1983 : An Anatomy of Ghanaian Politics : Managing Political Recession 1969-1982. Boulder, Col. : Westview Press.
- (7). World Bank, 1987. The Program of Development and Stabilisation of Ghana. Washington, D.C. : Banque Mondiale.
- (8). GRAHAM Y., "Ghana. The Politics of Crisis. Class Struggle and Organization 1976-1983". Communication présentée à la Conférence organisée par la Review of African Political Economy à l'Université de Keele, les 29 et 30 septembre 1984.
- (9). HANSEN E., 1991. Ghana under Rawlings. Early Years. Lagos : Malthouse Press.
- (10). AGYIMAH-BOADI E., "Economic Recovery and Politics in the PNDC's Ghana", Journal of Commonwealth and Comparative Politics 38(3),nov. 1990.
- (11). GIBBON P., BANGURA Y, OFSTAD A.(eds.), 1992 : Authoritarianism, Democracy and Adjustment. The Politics of Economic Reform in Africa. Uppsala, Nordiska Afrikainstitutet.
- (12). COMMANDER S., HOWELL J., SEINI W., "Ghana 1983-1987", in COMMANDER S.(ed.), 1989. Structural Adjustment in Agriculture. Theory and Practice in Africa and Latin America. Londres : Heinemann.
- (13). VERLET M., "Le FMI, les politiques d'ajustement structurel et la problématique population/ressources. L'expérience du Ghana", in : GENDREAU F., MEILLASSOUX C., SCHLEMMER B., VERLET M.(eds.), 1991 : Les spectres de Malthus. Déséquilibres alimentaires, déséquilibres démographiques. Paris : ORSTOM-EDI-CEPED.
- (14). NINSIN K.A., 1991: The Informal Sector in Ghana's Political Economy. Accra : Freedom Publication.
- (15). LEENHARDT B., L'HERITEAU M.F., 1989 : Situation macro-économique et monétaire du Ghana. Paris : Caisse Centrale de Coopération Economique.
- (16). World Bank, 1992 : Ghana-2000 and beyond : Setting the Stage for Accelerated and Equitable Growth. Washington, D.C. : Africa Regional Office.
- (17). UNICEF : Ghana's Adjustment Policies and Programs to protect Children and other Vulnerable Groups. Accra : UNICEF Office, n.d.
- (18). JAMAL V., WEEKS J., "Le resserrement de l'écart entre et ville et campagne en Afrique au Sud du Sahara". Revue Internationale du Travail, 127(3), 1988.
- (19). Banque Mondiale, 1989 : L'Afrique subsaharienne. De la crise à la croissance : étude prospective à long terme. Washington, D.C. : Banque Mondiale.
- (20). Lire à ce propos : BAZENGUISSA R., "Le pouvoir d'Etat, le faste politique et la question démocratique au Congo", in : IBRAHIM J., VERLET M. (eds.) : Afrique. Les métamorphoses du politique. Paris : Publisud (à paraître).
- (21). HYDEN G., BRATTON M.(eds.), 1992 : Governance and Politics in Africa. Londres : Lynne Rienner.
- (22). ASSIMENG M., 1989 : Religion and Social Change in West Africa. Accra : Ghana University Press.
- (23). FRIMPONG-ANSAH J.H., 1991 : The Vampire State : The Political Economy of Decline in Ghana. Londres : James Currey.

ACTES DU COLLOQUE



JEUNES VILLE EMPLOI

QUEL AVENIR POUR LA JEUNESSE AFRICAINE ?

26 - 29 Octobre 1992, Paris

MINISTRE DE LA COOPERATION
ET DU DEVELOPPEMENT
